

est assuré par les autorités françaises.

D'autre part, les forces aériennes de TUNISIE ont reçu dans la matinée, du Général MENDIGAL, Commandant Supérieure de l'Air en AFRIQUE du NORD, l'ordre de se replier sur l'ALGERIE, repli qui commencera le jour même sans que le Commandement supérieur songe à s'y opposer.

Quant au Général BARRE, il poursuit l'exécution des ordres donnés par VICHY. Il n'est désavoué ni par l'Amiral ESTEVA; ni par aucun des Chefs dont il relève en AFRIQUE du NORD, même après l'occupation du Sud de la FRANCE par les Allemands.

A la tombée de la nuit, le repli des forces commence, malgré le sentiment des troupes qui voudraient combattre et le mécontentement de la population qui se voit livrée à l'ennemi.

Un peu avant minuit, le Général Commandant Supérieur des Troupes de TUNISIE quitte son Quartier Général et abandonne, sans la défendre, la capitale de la Régence.

Il laisse sur place d'importants approvisionnements ainsi que de nombreux réservistes qui voudraient rejoindre les troupes.

Il interdit aux militaires d'évacuer leur famille sur l'ALGERIE, mais il n'observe pas cette règle pour lui-même. La propre fille du Général GIRAUD tombera de cette manière aux mains des Allemands et mourra en captivité.

dans le hâte du départ, on détruit aussi des archives importante et plus tard, on rétablit avec peine certains documents quand il s'agira, par exemple, de fournir à l'Arade de MONTGOMERY venant d'EGYPTE, le plan de la position de BARTH qui couvre le Sud Tunisien.

A ALGER, le Haut Commandement des Forces en AFRIQUE du NORD n'ignore pas cette situation mais le Général JUIN ne donne aucun ordre bien qu'il soit en relation téléphonique avec le Général BARRE.

Néanmoins, en fin de soirée, se conformant à la décision de l'Amiral DANLAN, il adresse une instruction écrite qui prescrit d'abandonner la neutralité envers l'AXE et de se préparer à des opérations prochaines. Mais, il n'est pas ordonné d'arrêter le repli des troupes ni, ce qui est urgent, d'attaquer les éléments adverses aventurés à EL AGUINA, ni, ce qui est capital, de faire échec au débarquement imminent de l'ennemi.

Au cours de la nuit, cette instruction sera même annulée sans consultation des autorités américaines, sur l'intervention de l'Amiral MOREAU, du Général BENDIGAL et du Général KOELTZ qui estiment qu'une décision de cette nature ne peut être prise que par le représentant légal du Maréchal, le Général NOGUES qui doit arriver le lendemain à ALGER, mais ne donne aucun ordre.

Ainsi, à une heure décisive pour le pays, alors que

.../...

l'année à deux reprises : première et deuxième fois  
par les deux côtés, la première fois par l'angle droit  
l'année par deux, par l'angle droit, et par l'angle gauche  
l'année par deux, par l'angle droit, et par l'angle gauche  
par deux fois.

•  
• •  
•

l'ennemi a rompu lui-même l'armistice et que le Maréchal est entre ses mains, le Haut Commandement se réfugie dans l'inaction par souci, prétexte-t-il, de respecter une légalité qui, aux yeux de tous, apparaît désormais comme une pure fiction.



Le lendemain matin 12 Novembre, le Général CLARK se montre très irrité en apprenant cette nouvelle et il convoque immédiatement une nouvelle conférence.

Les Vichystes essaient de justifier leur initiative en assurant "qu'ils ont pensé bien faire en révoquant les ordres de l'Amiral DARLAN et en attendant l'arrivée imminente à ALGER du Général NOGUES désigné par VICHY pour lui succéder, comme représentant de la FRANCE en AFRIQUE du NORD".

Le Général CLARK n'est pas dupe et il dénonce avec véhémence une attitude qui, dit-il, "ressemble fort à la trahison".

Il expose que les Américains eux, n'ont pas reconnu le Général NOGUES et il rappelle qu'ils ont rompu avec VICHY.

Quant au contre-ordre, il estime qu'il peut être fatal pour la TUNISIE, sans d'ailleurs imaginer qu'il l'est effectivement.

Puis menaçant, il ajoute que "si les ordres de l'Amiral DARLAN n'étaient pas de nouveau envoyés sur le champ il ferait arrêter tous les Chefs français présents, le Général GIRAUD excepté, et établirait un Gouvernement militaire".

Sur ces entrefaites, un télégramme très urgent émanant du Général BARRE est remis au Général JUIN, l'informant que les Allemands ont débarqué sans opposition à l'aérodrome de SIDI-AMMED près de BIZERTE et que le repli des troupes

.../...

se poursuit.

Le Général CLARK est vivement frappé par ces révélations.

Bien qu'il semble encore assez ignorant de la situation réelle en TUNISIE, il voit clairement la menace qui pèse sur les Alliés et en vient rapidement à douter de la bonne foi de ses interlocuteurs.

Néanmoins, il garde tout son sang froid et avec calme il leur dicte sa volonté; l'obéissance ou l'internement, rester des Chefs ou devenir des prisonniers, une fois encore, il leur offre le choix, c'est un dernier ultimatum.

Naturellement, ils allaient tous se soumettre, mais on se garderait bien d'agir avec toute l'énergie nécessaire pour rétablir la situation.

Certes, le Haut Commandement d'ALGER n'obéit plus à VICHY, mais il n'obéit pas non plus aux exigences de la situation.

Il connaît, bien sûr, la valeur de l'enjeu; il sait aussi qu' l'inaction est la pire des fautes dénoncées par tous les Chefs de guerre. FOCH n'enseignait-il pas que de "toutes les fautes, une seule est infamante : l'inaction". Mais, il attend et n'agit pas.

Dans ces jours de malheur, la FRANCE a confié l'honneur de ses armes à des hommes qui se refusent volontairement aux appels du pays et aux impératifs des principes de la guerre.

Or, l'Amiral DARLAN a repris sa liberté d'action et le Général JUIN exerce normalement ses fonctions de Comman-

.../...



dent en Chef dans lesquelles il a été rétabli le 10 Novembre et dont il n'a pas été relevé.

Tous deux ont une grande autorité.

Qu'ils se rendent en TUNISIE et ordonnent sur place les mesures à prendre et l'invasion allemande pouvait être encore conjurée.

Il suffisait de réduire les faibles forces ennemies d'EL AGUINA et de SIDI-AHMED, de chasser les quelques éléments arrivés à la GOULETTE et à BIZERTE, de ramener sans délai, les troupes vers la côte, de s'opposer enfin aux débarquements sur le point de s'opérer dans les ports.

Mais on laisse les troupes de TUNISIE continuer leur repli et les Allemands débarquer à BIZERTE au cours de l'après-midi. L'invasion est désormais inévitable.

X Il faudra six mois pour libérer la TUNISIE, le sacrifice de quinze mille hommes et la destruction de grandes villes.

Le 12 Novembre, à ALGER, on se préoccupe de bien autre chose et les intrigues continuent.

Le Général CLARK n'en a pas encore fini de lutter pour vaincre les hésitations et accorder toutes les ambitions.

L'arrivée du Général NOGUES allait provoquer une nouvelle crise.

Le Représentant Officiel du Maréchal est en .../...

effet partisan de la neutralité à l'égard des deux groupes de belligérants et il prétend même que les Officiers du MAROC "ne marcheront pas contre les Allemands".

Au contraire, les Hautes Autorités d'ALGER soumises depuis quatre jours à la pression américaine, inclinent à entrer dans la guerre aux côtés des Alliés.

En fin d'après-midi, le Général CLARK a un entretien avec l'Amiral DARLAN et le Général NOGUES, puis il organise une conférence vers 21 heures et se retire après avoir dicté un nouvel ultimatum : tous seront arrêtés, à l'exception du Général GIRAUD, si avant vingt quatre heures, ils n'ont pas souscrit définitivement à ses conditions.

La discussion allait durer toute la nuit. Le Général NOGUES constatant que l'Amiral DARLAN, était libre de ses décisions, consent finalement à le reconnaître comme Représentant officiel du Maréchal en AFRIQUE du NORD.

Tout désormais allait être simple.

Cette histoire burlesque serait fort divertissante s'il ne s'agissait de la FRANCE et des hommes qui avaient l'honneur de la représenter.



Le lendemain naturellement, s'était la soumission complète à la volonté américaine, mais cette fois elle serait définitive car chacun au fond se réjouit d'avoir échappé si heureusement à une telle aventure.

L'Amiral DARLAN devient le Chef Civil et Politique et par une déclaration publique dans l'après-midi, il fait connaître qu'au "nom du Maréchal empêché" il "assure la responsabilité des intérêts français en AFRIQUE et entend défendre l'AFRIQUE du NORD avec l'aide des Américains et leur assentiment.

Le Général GIRAUD reçoit ce qu'il désire c'est-à-dire le Commandement des Forces Militaires Françaises.

Le Général NOGUES garde la Résidence du MAROC et le Général JUIN prend le Commandement en Chef des Forces Terrestres.

Quant à CHATEL qui vient de rentrer, il est maintenu au Gouvernement Général de l'ALGERIE. Ce digne représentant du Maréchal est, lui aussi, bien qualifié pour entraîner l'A.F.N. dans la guerre de Libération.

De FRANCE, en effet, où il séjournait au moment du débarquement, n'a-t-il pas, à la radio, appelé les populations musulmanes à la guerre sainte contre les Américains puis, revenu en toute hâte, n'est-il pas, dans le Constantinois, préparé la bataille contre les alliés.?

Mais qu'importe ? L'Obéissance n'est-elle pas, pour ces hommes, la vertu cardinale ? Qu'ils continuent, le Commandement

.../...

*Biskra*

Américain n'en demande pas davantage; il fait la guerre, et pourquoi, après tout, devrait-il se soucier de leur valeur morale, puisqu'il compte sur leur servilité? .

qu'un tel marché serve la FRANCE, qui oserait le prétendre ? peut-on imaginer en effet, une libération associée au triomphe du Vichysme ?

C'est là tout le drame de l'AFRIQUE du NORD dont les conséquences se répercutent encore aujourd'hui dans la vie politique française.

Ce drame a éclaboussé la libération de la Métropole elle-même, car il a créé de fausses valeurs, il a permis à la trahison de se parer du manteau de la gloire, à la bassesse de se couvrir du voile de la grandeur, à la lâcheté de se donner le masque du courage. Le toc est apparu étincelant comme de l'or.

Cependant, le réalisme du Commandement Américain émeut vivement l'opinion publique aux Etat-Unis et surtout en ANGLETERRE où les critiques, dit un chroniqueur "avaient pris les proportions d'un ouragan".

Pour calmer les esprits, le Président ROOSEVELT est amené à déclarer le 17 Novembre, que l' nomination de l'Amiral DARLAN n'est qu'un "expédient provisoire".

Il est permis de penser que cet expédient provisoire

... ..  
... ..  
... ..  
... ..  
... ..

\*

\*

\*

\*



aurait duré longtemps s'il n'avait tenu qu'aux Américains  
d'y mettre fin et on peut même imaginer que le système  
innové en AFRIQUE aurait bien pu être transposé plus tard  
dans la Métropole si la Résistance ne s'était constituée  
solidement comme elle l'a fait à partir de 1943.

o

c

o

o

Mais le ralliement du Haut Commandement en AFRIQUE du NORD a été trop tardif, et son inaction trop prolongée pour sauver la TUNISIE dont la situation est définitivement compromise.

C'est seulement dans l'après-midi du 15 Novembre en effet, que des ordres sont donnés par les autorités d'ALGER et encore n'est-il pas question d'attaquer l'ennemi mais seulement de s'opposer à la progression de ses forces et "de conduire la lutte dans le cadre de la mission générale : couvrir et défendre les communications vers l'ALGERIE".

De plus, les autorités tunisiennes manquent d'allant et inclinent d'autant moins à combattre que VICHY insiste davantage pour les amener à collaborer avec l'Axe.

Au cours de la nuit précédente le Maréchal PETAIN a encore précisé dans un télégramme adressé au Général BARRE que son Commandement s'exerçait "indépendamment de celui de l'ALGERIE et du MAROC avec mission de défendre le territoire tunisien contre toute action anglo-saxonne".

Seule, semble-t-il, l'action personnelle et directe du Commandement en Chef en AFRIQUE du NORD pourrait lever les hésitations, mais il reste à ALGER et se borne à intervenir par téléphone.

D'ailleurs, l'invasion allemande est maintenant un fait accompli et si une attitude résolument offensive pourrait encore fournir de grands avantages, elle n'est plus exempte de risques et ne permettrait sans doute plus de rejeter l'ennemi à la mer.

Les forces de l'Axe se sont en effet considérablement renforcées depuis la veille; elles tiennent BIZERTE où l'Amiral DERRIEN n'est plus libre d'agir et dans la soirée elles entrent à TUNIS que les arrière-gardes françaises viennent d'évacuer.

Le Général BARRE qui est en liaison avec le Général JUIN estime dangereux de s'engager comme un le lui demande et, d'accord avec l'Amiral ESTEVA, il veut "durer en évitant d'ouvrir les hostilités afin, de gagner le temps nécessaire au regroupement des forces françaises de TUNISIE et à l'approche des avant-gardes américaines".

On négocie donc avec les Allemands et on les autorise même à faire transporter par voie ferrée au travers des lignes françaises des détachements de troupes à BIZERTE et à SOUSSE.

Et quand le Général GIRAUD prend le Commandement le lendemain, 14 Novembre, il semble se ranger lui aussi à cette politique de temporisation.

Ce même jour, à midi, le Maréchal adresse un télégramme à l'Amiral DARLAN qu'il désavoue complètement. Il interdit formellement à l'Armée d'AFRIQUE de s'engager contre l'Axe pour "ne pas ajouter aux malheurs de la Patrie", et le lendemain, il envoie l'Amiral PLATON à TUNIS pour confirmer ses ordres.

L'Amiral DERRIEN va maintenant obéir aveuglement à VICHY; il livrera plus tard à l'ennemi les installations militaires de BIZERTE; les navires qui y sont stationnés et



les trois bataillons formant la garnison du Camp retranché, au repli desquels il s'était opposé.

L'Amiral ESTEVA lui aussi se résigne désormais à la collaboration avec l'AXE pour "défendre, pense-t-il, les intérêts de la FRANCE en TUNISIE"; plus tard, il acceptera de servir l'ennemi honteusement (I); néanmoins, il continuera pendant quelques jours d'observer la même attitude de temporisation et de se porter garant du loyalisme du Général BARRE.

Dans cet imbroglio, il arrivera que ce dernier sera félicité par le Général GIRAUD venu lui faire visite à son poste de Commandement et par le Maréchal "pour l'interprétation fidèle des ordres donnés".

Mais, les Allemands qui ont tiré de grands avantages de l'expectative française, disposent maintenant de moyens suffisants pour appuyer leurs exigences et ils estiment que l'heure est venue de clarifier la situation.

Aussi, au cours de l'après-midi du 18 Novembre, le Général NEHRING, Commandant les forces ennemies en TUNISIE remet un ultimatum au Général BARRE lui enjoignant de collaborer avec lui et de porter ses forces face à l'Ouest, c'est-à-dire à l'ALGERIE, sur la ligne TABARKA-LE KEF-GAF-SA.

Le Général BARRE repousse cet ultimatum, malgré les instances d'un représentant du Général NEHRING qui, au cours d'une entrevue, ne manque pas d'invoquer les ordres du Maréchal PETAIN.

---

(I) - Voir annexe I

Le lendemain à 7 heures, les forces allemandes attaquent les troupes françaises à MÂDJEZ EL BAB. Les hostilités commencent.

Depuis quelques jours d'ailleurs, les forces françaises de l'ALGERIE et du MAROC se hâtent vers l'Est pendant que se poursuit la mobilisation générale.

Bientôt toute l'Armée d'AFRIQUE entre dans la bataille. Elle a renoué avec sa grande tradition et va désormais combattre glorieusement jusqu'à la victoire.

Le 22 Novembre, le Général CLARK et l'Amiral DARLAN signent une convention militaire, sorte d'armistice entre vainqueur et vaincu, qui règle les relations entre les Alliés et le Gouvernement de fait d'ALGER.

Peu après, l'AFRIQUE Occidentale Française se rallie à ce nouveau Gouvernement et reprend, elle aussi, la lutte contre l'AXE.



Mais, si l'AFRIQUE Française rentre enfin dans la guerre aux côtés des Alliés, si en dernière analyse, l'essentiel a été sauvegardé et la catastrophe évitée, il n'en reste pas moins que l'attitude des Chefs vichystes aura eu de graves conséquences pour notre pays.

La convention DARLAN-CLARK se substitue en effet, aux accords GIRAUD-MURPHY négociés par les patriotes en pleine indépendance; une capitulation remplace une entente entre Alliés.

Or, les engagements souscrits par Mr. MURPHY au nom du Président ROOSEVELT avaient une immense importance pour notre pays.

C'était d'abord la confirmation des assurances données antérieurement à diverses reprises concernant "la restauration de la FRANCE en sa pleine indépendance dans toute sa grandeur, et dans toute l'étendue qu'elle possédait avant la guerre, aussi bien en Europe qu'Outre-Mer".

C'était ensuite la garantie que la souveraineté française serait respectée "en cas d'opérations militaires en territoire français, soit dans les colonies, soit dans la Métropole, dans le cas où une collaboration française serait trouvée".

C'était aussi la promesse d'étudier la possibilité de conclure un arrangement en vue de donner au commandement français la direction stratégique des opérations militaires à conduire en AFRIQUE du NORD dès que serait achevée la première phase du Débarquement.



C'était encore l'octroi de notables avantages d'ordre économique et financier.

C'était enfin l'assurance de réarmer les forces françaises en quelques semaines.

Tout cela est perdu.

Les Alliés vont agir désormais en qualité de puissances occupantes; leur commandement militaire disposera des plus vastes pouvoirs, leurs forces exploiteront à leur profit les ressources locales, un taux de change favorable sera fixé pour leur monnaie, les troupes, pour racheter la faute de leurs chefs, devront combattre sans avoir été réarmées.

Ce n'est que beaucoup plus tard, à la conférence d'ANFA, tenue à la fin de Janvier 1943, que les Américains consentirent des adoucissements à ces conditions, qu'ils modifieront le taux du change et accepteront d'équiper l'Armée d'AFRIQUE sur les bases mêmes proposées jadis par la résistance.

Mais l'action des Vichystes ont encore d'autres conséquences funestes.

Les Alliés comptaient en effet régler la question d'AFRIQUE au cours de l'hiver, écraser ROMMEL en Tripolitaine et attaquer l'ITALIE au printemps 1943, après avoir constitué les bases nécessaires.

Ce plan allait se trouver retardé de plusieurs mois. Il faudrait aussi mener une rude campagne en TUNISIE où les troupes françaises engagées sans matériel perdraient ~~environ~~ ~~environ~~ quinze mille hommes.

De lourdes pertes, de grandes villes détruites, des populations éprouvées par la guerre; voilà le passif d'une gloire acquise pour réhabiliter le Haut Commandement.

Mais, comment oublier aussi la flotte livrée à BIZERTE, les pertes navales en ALGERIE et au MAROC, les destructions dans les ports à ORAN et à CASABLANCA ?

Qui pourrait enfin, oublier les victimes de l'odieuse bataille livrée aux Alliés, ces deux mille soldats français "immolés, comme le déclarait naguère le Général CATROUX, à une cause impie".



Tels sont les faits, ils sont infiniment douloureux, les responsabilités sont lourdes.

Dès lors, on peut s'étonner que les Américains aient pu identifier l'autorité personnelle de ces Chefs si gravement compromis, avec l'automatisme hiérarchique qui avait facilité le dénouement de la crise de Novembre, qu'ils aient ainsi surestimé leur influence effective et l'aient renforcée ensuite par un crédit durable que ne pouvait faire prévoir la déclaration du Président ROOSEVELT sur l'expédient provisoire.

Diverses raisons peuvent expliquer leur attitude.

Au premier moment, la collaboration avec les Chefs Vichystes leur appaît sans doute comme une nécessité regrettable; puis, avec le temps, et le recul des événements ils l'acceptent comme une solution simple, commode et facile.

Elle les libère d'ailleurs des engagements pris envers les patriotes et leur permet l'usage sans restriction des clauses de l'armistice imposé à leurs vaincus, devenus maintenant des serviteurs disciplinés.

Elle dispense aussi de reconnaître les services de la résistance qui ne peuvent que <sup>tenir</sup> l'auréole de la facile victoire resportée par la jeune armée américaine sur l'Armée Française ?

Et puis, ces patriotes sont ~~sif~~ fiers, si indépendants; si soucieux de l'intérêt national ;

Ils ont conscience que leur pays a servi la cause commune et ils entendent qu'il soit traité avec la considération qu'on témoigne à un allié ~~et~~ non avec la désinvolture qu'on manifeste volontiers envers un associé mineur.



Ces résistants ont pu être bien utiles, ils deviennent aujourd'hui vraiment très gênants. Le mieux n'est-il pas de les ignorer, de les oublier et même de nier leur action dont le souvenir est insupportable aux Vichystes si dévoués ?

Une censure implacable étouffera la vérité sur cette affaire, jusque dans les pays anglo-saxons eux-mêmes.

Cette attitude n'a pas manqué non plus d'être inspirée du réalisme américain, de cette vue incomplète des choses qui peut conduire à sacrifier les réalités de demain aux illusions d'aujourd'hui, les avantages lointains et durables, aux résultats immédiats et passagers ?

Peut-être répondait-elle encore aux tendances d'une certaine politique du State Département qui s'est manifestée ultérieurement dans divers pays d'Europe ?

Quoi qu'il en soit, les Américains deviendront en AFRIQUE du NORD prisonniers de cette équivoque dont ils ne pourront plus se dégager.

En se prolongeant, l'expédient provisoire allait ruiner leur crédit, créer un profond malaise et nuire à l'effort de guerre.

o

o

o

L'équivoque américaine mettait, en effet, les chefs vichystes dans une position fautive car ils devaient maintenant combattre les Allemands qu'ils avaient accueillis et s'associer aux Alliés qu'ils avaient combattus.

Cette incohérence risquait de saper leur autorité s'ils ne parvenaient pas à la justifier par une considération de très haute valeur.

L'intérêt supérieur du Pays ne pouvait évidemment s'accorder avec des attitudes si contraires, car q'il légitimait l'une, il condamnait l'autre. De plus, la troupe avait été engagée contre les patriotes qui, eux justement, tiraient, de cette raison transcendante, la justification de leur action révolutionnaire.

Pour couvrir leurs actes contradictoires, les chefs vichystes furent ainsi conduits à invoquer la discipline militaire et à en faire une obligation impérative et absolue.

Ils posaient dès lors, le principe d'une discipline automatique, discipline sans limite qui porte en elle-même sa propre justification et devient une fin en soi : obéir par discipline et être discipliné par obéissance.

Qui oserait mettre en doute la valeur d'un tel principe affirmé par de si grands chefs ?

.../...

*Requiem de l'inspiration  
- on dit qu'elle est morte  
son chef pronom de l'homme  
+  
serment  
sur son idéal  
et son "en son" de mortel X  
d. 1941/42  
123  
127*



Sans doute, trahissent-ils le Pays et l'Armée, mais qu'importe un mensonge ?

Après tout, le Maréchal PETAIN avait depuis longtemps faussé le sens de l'honneur, pourquoi ses représentants ne déformeraient-ils pas celui de la discipline ?

Et, cet automatisme de l'obéissance qu'ils proclament est bien une déformation de la discipline qui, elle, n'exige en aucune manière une soumission aveugle et absolue.

Une telle obéissance est en effet exclue des règlements militaires.

Supérieur et subordonné, dit l'un d'eux ont ensemble "la mission de faire observer les lois de la République et de sauvegarder l'indépendance et l'honneur de la Patrie" et le règlement sur le service intérieur dans l'Armée de Terre parle d'"obéissance au devoir".

La formule de présentation du Commandant dans l'Armée de mer est aussi fort claire "vous lui obéirez, proscrit-elle, pour tout ce qu'il vous commandera pour le bien du service et le succès des armes de la France".

Le code de justice militaire rejette également l'idée de l'obéissance inconditionnelle et s'il frappe par exemple les gradés qui ordonnent le pillage en bande, il punit en même temps les subordonnés sans admettre que leur responsabilité soit couverte par le fait d'avoir obéi à leurs supérieurs.

Selon la jurisprudence, une sentinelle ou un gendarme



répondant de l'usage fait de ses armes, doit avoir "interprété raisonnablement la consigne".

Et nos grands chefs de guerre des époques glorieuses ont eux aussi toujours protesté contre une telle conception de l'obéissance.

"Le souverain ou la Patrie, écrit Napoléon dans ses mémoires, commande à l'Officier inférieur l'obéissance envers son Général et ses supérieurs pour tout ce qui est conforme au bien et à l'honneur du service .....

"Un Général dit-il, aussi, a reçu des ordres pour employer ses troupes à la défense de la Patrie, comment peut-il avoir l'autorité d'ordonner à ses soldats de livrer leurs armes et de recevoir des chaînes ?

"Un Général en Chef, précise-t-il, encore, n'est pas couvert par un ordre d'un prince éloigné du champ d'opérations ....

Un ordre militaire même n'exige une obéissance passive que lorsqu'il est donné par un supérieur présent au moment où il le donne".

"Etre discipliné, enseignait aussi le Maréchal FOCH, ne veut pas dire qu'on ne commet pas de faute contre la discipline ... cette définition est absolument insuffisante pour un chef placé à un échelon quelconque de la hiérarchie, à plus forte raison pour ceux qui tiennent les premiers rangs .... En haut lieu, discipline égale ..... activité de l'esprit, mise en oeuvre du caractère".

"Etre discipliné, précisait-il encore, ne veut pas dire se taira, s'abstenir, ou ne faire que ce que l'on croit pouvoir entreprendre sans se compromettre, l'art d'éviter les responsabilités"

.../...